



## CHSCT LYCEES et CREPS du 26/04/22

### REGLEMENT EPI

La CGT demande des réponses aux remarques suivantes :

- nous demandons un **état des lieux des lave-linges et des sèche-linges et des postes de lingères** dans chaque établissement. Nous demandons **que ce soit rétabli dans tous les lycées les postes de lingère** afin d'**assurer à tous les agent un égal accès à des tenues propres et bien entretenues**, ce qui est une obligation de l'employeur.

Pour la question des lingères, **le DGA Giovanni Sorano propose de faire appel à un prestataire privé** pour laver les tenues, « comme dans les Hôtels » !! Nous avons failli nous étouffer en entendant ça ! **Inacceptable pour la CGT**, car il prône encore la voix de la **suppression d'emplois publics** ! La CGT demande **une lingère dans chaque établissement**, au service de l'intérêt général et de ses collègues, le respect du principe d'égalité de traitement entre les agents de chaque lycée et **l'arrêt de l'externalisation de nos missions vers le privé**. Nous rappelons à Mr Sorano, que depuis l'arrivée de cette équipe à la tête de la région, **nous avons déjà perdu 400 emplois permanents dans les lycées**, nous exigeons que cela cesse ! Mr Sorano nous parle de budget, nous lui rappelons que **l'externalisation au privé coûte beaucoup plus cher que de faire travailler des fonctionnaires**. Mr Sorano, une collectivité territoriale, un service public et un lycée ne se gèrent pas comme une entreprise privé. Les agents sont au service de l'intérêt général. **L'économie doit être mis au service de l'humain et non l'humain au service d'intérêts économiques et de logiques politiciennes**. Revoyez votre logiciel, il n'est pas celui de la CGT en tout cas.

- nous demandons **que ce soit réglé le problème des EPI non-conformes**. Bien trop souvent les collègues ne disposent pas d'EPI en rapport avec leurs missions, ou bien ceux-ci sont obsolètes ou dans un état d'usure avancé.

- nous demandons l'ajout de la **notion de sanction pour les employeurs**. La région dit que ce n'est pas possible car elle n'a pas autorité sur les chefs d'établissement. C'est pourtant la région, notre employeur, qui est responsable de notre sécurité, et les proviseurs sur nos lycées d'affectation !

-la CGT demande des **stocks tampons** sur les antennes ou des lycées pilotes pour faire face rapidement et efficacement aux besoins des agents en EPI. La région confirme que cette question sera étudiée avec le prestataire pour le prochain marché, mais qu'elle opterait plus pour une plateforme par secteur géographique.

-la CGT demande **le raccourcissement des délais de traitement des commandes d'EPI**. Ces délais sont effectivement extrêmement longs dans certains établissements. Certains agents mettent parfois plus d'un an avant d'avoir leurs EPI, inadmissible pour la CGT !

## COVID

-L'Etat d'urgence est repoussé au 31/07/22.

-Les ASA covid se termine le 2/05. **La CGT demande un accompagnement par la DRH et les n+1, des 200 agents qui ont été en asa covid** pour faire en sorte que leur reprise ne soit pas trop brutale avec un retour à l'activité en douceur.

-La CGT demande de remettre les fontaines d'eau car les petites bouteilles représentent un coût pour les agents

## VISITES DE DELEGATION

-La CGT demande que ce soient les préventeurs qui fassent les comptes rendus des visites de délégation en concertation avec les organisations syndicales. La demande est acceptée.

-La CGT fait remarquer que la région devrait s'inspirer du poste d'accueil du lycée Boucher de Perthes à Abbeville car il est très bien adapté à l'exercice des missions et très fonctionnel. Nous demandons à ce que des travaux de partout où cela est nécessaire soient envisagés afin que tous les postes d'accueil soient à ce niveau d'exigence.

-La CGT demande plus de visite de délégation CHSCT dans les lycées. Une fois par mois ne suffit largement pas à s'assurer des bonnes conditions de travail de nos collègues.

## EQUIPEMENT EN INFORMATIQUE

-La CGT dénonce l'**obsolescence des postes informatiques dans les lycées.**

-La région a déjà assuré la **livraison d'un ordinateur par lycée** et travaille sur la livraison d'un deuxième.

-La CGT fait remarquer que les chefs de cuisine, des services techniques et les magasiniers ont trop souvent des **ordinateurs pas adaptés à l'exercice de leurs missions** et que souvent les intendants donnent la dotation aux élèves, ce qui n'est pas acceptable.

-La région propose une dotation issu de l'équipement patrimoine et non pédagogique afin de s'assurer que l'équipement soit bien attribué aux agents région.

**-La CGT demande que chaque lycée soit doté en vue des élections professionnelles car le vote sera électronique**

Giovanni Sorano demande à ses services de revoir l'état du parc informatique dans les lycées pour les agents région et que ceux-ci soient dotés de matériel neuf.

-La CGT dénonce la situation du lycée agricole à Péronne qui ne dispose plus de salle informatique pour les agents, et où il y a un problème de vestiaire où hommes et femmes sont mélangés à cause de travaux. La CGT rappelle que c'est encore le cas dans beaucoup d'établissement.

-CGT dénonce qu'il faille négocier avec les proviseurs pour avoir une salle pour les agents alors que les lycées appartiennent à la région. **Elle devrait s'imposer et mieux défendre ses agents dans les lycées.**

## **GUIDE MAINTENANCE**

La CGT demande **que l'on parle d'effectif avant de « qui fait quoi ? »**. Réglons le problème de la GAMH et de la suppression des 400 postes permanents dans les lycées depuis 2017 avant de parler du guide de maintenance.

**La CGT rejette la notion de polyvalence et réclame la reconnaissance des spécificités**, pour des raisons de compétences, mais également pour des questions de sécurité, pour l'agent (habilitation, formation...), et pour l'ensemble de la communauté éducative et des usagers du service public régionale. Aussi, **la polyvalence permet de réduire les effectifs** car elle maintient les agents de maintenance sur des missions de niveau 1 et **ouvre donc la porte à l'externalisation des missions** de niveaux supérieurs.

La CGT rappelle à la région que nos carrières, et notamment celles des femmes, sont bloquées dans les CAP par des critères injustes. **On nous demande beaucoup de polyvalence mais les salaires, les avancements et les formations ne suivent pas, bien au contraire !**